



## Economie

### «Une commission pour le ministre grec»

Tramway de Bordeaux, vente d'armes en Irak... l'ex-cadre de Thales a vidi son sac devant un juge.

Par Sibastien FONTENELLE et Karl LASKE  
vendredi 30 septembre 2005

«Dans le groupe, il existe des précédents s'agissant de commissions avec la mairie de Bordeaux.» C'est ce genre d'allusions que Michel Josserand, l'ancien PDG de Thales Engineering and Consulting (Thec), a distillées aux juges de Nice en mai, selon des documents qu'a pu consulter *Libération*. De quoi éveiller la curiosité. Mais peu de détails. En septembre 2003, Alain Juppé aurait «demandé à rencontrer les responsables de la maîtrise d'oeuvre du tramway de Bordeaux». Et cette seule demande serait, aux yeux de Josserand, forcément suspecte. Le parquet de Bordeaux est désormais saisi des doutes que laisse planer Josserand sur la construction du tramway de la ville. Parmi les accusations les plus graves de l'ancien cadre, celle de la violation de l'embargo sur les ventes d'armes à l'Irak ne repose, pour l'heure, que sur des témoignages indirects. Un directeur «de Thec s'est rendu à plusieurs reprises en Irak dans le cadre des échanges pétrole contre nourriture, s'est souvenu Josserand. Plusieurs personnes [chez Thales] m'ont parlé de cette opération qu'ils ont appelée Baby Food, dont la finalité était la construction d'une usine de fabrication de lait en poudre pour enfants. D'après ce que j'ai compris, cette usine n'a jamais été réalisée». En interne, on aurait expliqué à Josserand que «les livraisons étaient d'une autre nature» et qu'il s'agissait, «en fait», de «livraisons d'armes à Saddam Hussein pendant l'embargo». Une accusation démentie par Thales, qui fait savoir que l'usine évoquée par Josserand aurait été détruite en 1991 par les troupes américaines.

Question pots-de-vin, Josserand mentionne un marché argentin assorti d'une «corruption au plus haut niveau de l'Etat» et le marché de la sécurité des Jeux olympiques d'Athènes. «En 2002 et 2003, je me suis déplacé en Grèce à plusieurs reprises et j'ai eu des contacts avec monsieur R., le président de Thales International Grèce. Celui-ci m'a indiqué qu'il fallait priver une commission de 7 à 10 % pour le ministre [grec] de la Défense». Las, une société américaine «soutenue directement par Dick Cheney» emporte le marché. «Selon R., nous avons perdu ce marché parce que nous avons offert trop bas», explique Josserand, alors que les Américains ont visité le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre». On lui aurait indiqué que, «dans le précédent marché de vente de frégates à la Grèce, un accord était intervenu avec le ministre de la Défense». Relatif à la modernisation de six frégates, ce marché de 380 millions d'euros avait été décroché par la filiale néerlandaise de Thales. Le porte-parole du Parti socialiste grec, au pouvoir jusqu'en mars 2004, s'est plaint des «accusations lancées de l'étranger sans aucun élément de preuve».

Au passage, Josserand dévoile aussi le nom d'un intermédiaire français, Girard B., qui «assure le lobbying» de Thales au sein de la Direction générale de l'armement. «Par son intermédiaire, Thales a gagné pratiquement tous les appels d'offres, en particulier dans le domaine des télécommunications, au détriment d'autres sociétés comme EADS». «C'est un service provider dans la terminologie interne», explique Josserand. Très lié à plusieurs pontes de la DGA, l'intermédiaire aurait permis à Thales l'obtention en 2003 du marché Secoia de construction d'une usine d'élimination d'armes chimiques.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=327609>

© Libération